

OMA Maroc
Siège : Rabat

 omamarocsecretariat@gmail.com
 Organisation OMA-Maroc siège

NECROLOGIE :

Abderrahmane Youssoufi : un grand homme politique nous a quittés

DANS CE NUMÉRO

1. Editorial: Dr Najib KETTANI
2. BAD : la réélection d'Adesina menacée
3. La BAD approuve l'enquête exigée par Washington
4. BAD : Adesina se dit innocent
5. Suspension temporaire au recours à la chloroquine
6. L'Algérie ne renonce pas à la chloroquine
7. OIT : plus d'un jeune sur six se retrouve sans emploi
8. Rwanda : modèle africain en matière de climat
9. Aéroport de Cape Town classé meilleur en Afrique
10. L'Algérie rappelle son ambassadeur en France
11. CPI : Gbagbo et Blé Goudé
12. Comment le Covid-19 va-t-il affecter le monde du travail ? (L. Hammouch)
13. Intégration africaine (Pierre-Michel Nguimbi)
14. Ouvrage: « La gouvernance des finances publiques en Afrique » du Pr M. Harakat

Suite au décès de feu Abderrahmane YOUSOUFI, grande figure du nationalisme marocain, maghrébin et africain, l'OMA et ses différents bureaux à travers le continent présentent leurs sincères condoléances à

Sa Majesté le ROI Mohammed VI

et prie le tout puissant d'accueillir le défunt en sa sainte miséricorde.

Editorial : Covid-19 & OMS

Un cafouillage aux conséquences désastreuses pour l'Afrique et le monde... !

L'histoire de la gestion du covid-19 par l'Organisation Mondiale de la Santé OMS est calamiteuse à plus d'un titre. Cette gestion se décline en plusieurs faux pas et maladroites des responsables de cette organisation qui font ainsi perdre à cette agence spécialisée de l'ONU sa crédibilité et 15% de son budget de fonctionnement après le retrait annoncé par le Président américain, des instances de cette organisation ce vendredi 29 mai.

Alors que le covid-19 a mis à mal la politique de santé de bien des pays qui se retrouvent avec des dizaines de milliers de morts pour certains d'entre eux, voilà que l'OMS qui était dans l'œil du cyclone depuis des mois déjà se retrouve confronté, encore une fois, à la grave décision américaine de se retirer de cette instance internationale.

Ainsi Donald Trump, le président des Etats-Unis, a annoncé, qu'il mettait fin à la relation entre son pays et l'OMS « *Parce qu'ils ont échoué à faire les réformes nécessaires et requises, nous allons mettre fin aujourd'hui à notre relation avec l'Organisation mondiale de la santé et rediriger ces fonds vers d'autres besoins de santé publique urgents et mondiaux qui le méritent* ». Devant la presse le président a déclaré « *La Chine a un contrôle total sur l'OMS, même si elle ne paie que 40 millions de dollars par an alors que la part des USA représente environ 450 millions de dollars par an et d'accuser l'OMS « marionnette de la Chine »* ».

Un autre grief du Président américain contre l'OMS, le lourd bilan du Covid-19, plus de 362 000 morts à travers le monde, dont 102 201 aux Etats-Unis qui aurait pu être évité si la Chine avait agi de manière responsable dès l'apparition du virus dans la ville de Wuhan

Différents scientifiques à travers le monde ont des récriminations à l'égard de l'OMS et relatives à sa gestion calamiteuse du dossier de la chloroquine (HCO), ce médicament préconisé, en association avec un autre médicament l'Azithromycine (AZ) pour le traitement des atteintes dues au Covid-19, selon le protocole thérapeutique mis en place par le Pr Didier Raoult, directeur de l'Institut hospitalo-universitaire Méditerranée Infection de Marseille.

(Suite page 11)

NECROLOGIE

Abderrahmane Youssoufi : un grand homme politique marocain nous a quittés

Quatre années seulement auraient suffi pour qu'il batte le record d'un siècle d'existence sur cette terre des humains. Ancien Premier ministre marocain, Abderrahmane Youssoufi vient de tirer sa révérence, ce vendredi 29 mai 2020, à l'âge de 96 ans après une longue maladie.

L'une des figures emblématiques du socialisme et du nationalisme, il incarnera dans la mémoire des Marocains le premier chef d'un gouvernement d'alternance. Son mandat à la primature du Royaume qui s'étale de mars 1998 à octobre 2002 lui aura permis, en quelque sorte, d'assurer le pont de la continuité de l'exécutif entre le règne de feu Roi Hassan II et le début du règne du Roi Mohammed VI.

La position qu'il a occupé sur la scène politique nationale et internationale est le couronnement d'un long parcours politique qu'il a commencé dans les mouvements de résistance et de libération nationale, avant de rejoindre les rangs de l'opposition à coté de grandes

figures comme Ben Barka, et où il s'est vu catapulté, des années plus tard, à la tête du parti de l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP).

Dans ce Maroc en pleine mutation entre le siècle finissant des années 1900 et le nouveau siècle, il a su, pendant son mandat aux affaires de l'Etat, user brillamment de son tact politique aguerri pour relever les défis de la gestion de sa relation avec le Palais, les partis de la Koutla et la montée d'islamisme dans le pays.

Ce digne fils du royaume chérifien a reçu plusieurs fois des marques de reconnaissance et d'hommage de la part du Souverain Mohammed VI avec, entre autres, l'attribution de son nom à une avenue à Tanger, ville dont est natif cet avocat de formation.

Un des principaux lègues que ses com-



patriotes marocains garderont de lui est l'instauration de l'Assurance maladie obligatoire (AMO).

L'aura politique d'Abderrahmane Youssoufi aura fasciné même les ennemis du Maroc. Dans un message de condoléances adressées à la famille du défunt, le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, n'a pas tari d'éloges pour reconnaître en lui un « *homme d'Etat chevronné* » et un « *militant maghrébin exemplaire* ».



Le Roi Mohammed VI rendant visite à Abderrahmane Youssoufi lors d'une précédente hospitalisation

BAD : la réélection de son actuel patron menacée par les Etats-Unis

Le président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, a été mis en cause par un groupe de « lanceurs d'alerte » anonymes, se présentant comme des « employés préoccupés de la BAD », qui l'accuse, entre autres, de « comportement contraire à l'éthique, enrichissement personnel et favoritisme », par des « lanceurs d'alerte ».

Cette affaire a créé de vives polémiques, mais Adesina s'en était sorti grâce au Comité d'éthique de la Banque qui l'a innocenté. Ce dernier avait effectué « un examen point par point de toutes les allégations contenues dans la plainte » des lanceurs d'alerte, et avait relevé que ladite plainte ne reposait « sur aucun fait objectif et solide ».

Mais Washington ne l'entend pas de cette oreille. Le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, a fait part de ses « sérieuses réserves » sur la disculpation d'Adesina.

Dans une récente correspondance adressée à la BAD, Mnuchin demande clairement « une enquête approfondie » sur les allégations contre le directeur de la BAD, « par un enquêteur extérieur indépendant ».

« Considérant l'étendue, la gravité et la précision des allégations contre le seul candidat au leadership de la Banque pour les cinq prochaines années, nous pensons qu'une enquête plus approfondie est nécessaire pour que le président de la BAD bénéficie du soutien et de la



Steven Mnuchin
Le secrétaire américain au Trésor

confiance complets des actionnaires », a-t-il poursuivi.

Cette démarche augure de mauvais présage pour la réélection d'Adesina, candidat à sa propre succession en août prochain, qui pourtant a déjà le soutien de l'Union africaine et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.



La BAD approuve l'enquête indépendante exigée par les Etats-Unis

Le bureau du Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement (BAD) a donné son feu vert, lors d'une réunion tenue le 26 mai, pour une nouvelle enquête réclamée par Washington, sur la gestion du patron de la BAD, Akinwumi Adesina.

Adesina accusé de comportement contraire à l'éthique et de favoritisme par des lanceurs d'alertes, avait été innocenté par le Comité d'éthique de la BAD, après une enquête interne.

Mais les Etats-Unis, tenant compte de « la gravité » des allégations contre Adesina, ont rejeté cette innocence et exigé une « enquête plus approfondie ». Etant donné que l'actuel président de la BAD est le seul candidat à sa propre succession, Washington estime que cette enquête indépendante est « nécessaire » pour le besoin de la confiance des actionnaires dont Adesina a besoin.

Les Etats-Unis sont le deuxième actionnaire de la BAD derrière le Nigeria. Ils ont obtenu gain de cause dans leur démarche de faire reprendre les investigations relatives aux allégations contre le nigérian Adesina.

BAD : Adesina se dit innocent des allégations portées à son encontre

Suite au rebondissement de l'affaire relative aux accusations à l'encontre de sa personne, le président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, s'est exprimé, mercredi 27 mai dans un communiqué, pour faire part de son innocence et de sa conviction selon laquelle la nouvelle enquête permettra de mettre en lumière son respect du code d'éthique de la Banque.

Il s'est dit « convaincu que des processus équitables, transparents et justes, qui respectent les règles, procédures et systèmes de gouvernance, ainsi que l'Etat de droit, prouveront en fin de compte que je n'ai jamais enfreint le code d'éthique de cette institution extraordinaire ».

Par ailleurs, il semble ne pas manifester d'inquiétudes quant à sa réélection en août prochain à la tête de l'institution financière, affirmant avoir reçu « des marques de soutien du monde entier ces dernières semaines », devant ces « fausses allégations qui visent à porter atteinte à son honneur et son intégrité ».



Dernière information

La Banque africaine de développement dément toute enquête contre son président, affirmant n'avoir pris pour l'heure « aucune décision » dans ce dossier.

Dans un communiqué, la présidente du Conseil des gouverneurs de la BAD, Nialé Kaba, également ministre ivoirienne du Plan et du Développement, a expliqué qu'« aucune décision n'a été prise tel que faussement véhiculé par certains médias ».

En effet, l'approbation par la BAD d'une d'enquête « approfondie » et « indépendante » demandée par les Etats-Unis, a été largement relayée par les médias.



Akinwumi Adesina
Président de la BAD

Adesina dit avoir reçu « des marques de soutien du monde entier ces dernières semaines », devant les « fausses allégations qui visent à porter atteinte à son honneur et son intégrité ».

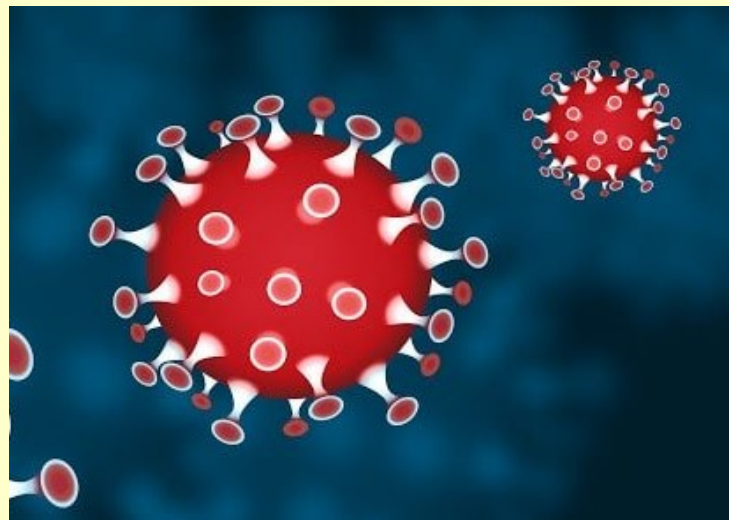
L'OMS suspend temporairement le recours à la chloroquine contre la Covid-19

Le directeur général de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, s'exprimant au cours d'une conférence de presse virtuelle le lundi 25 mai, a annoncé avoir suspendu, temporairement, l'utilisation de l'hydroxychloroquine dans les essais cliniques relatifs à la Covid-19, par « mesure de précaution ».

Une position prise suite à la publication d'une étude dans la revue médicale *The Lancet*, qui remet en cause l'efficacité de l'hydroxychloroquine, dérivé de la chloroquine, et attire l'attention sur sa dangerosité.

L'agence onusienne donnera de nouvelles orientations d'ici deux semaines, le temps d'analyser les données disponibles.

A noter que l'OMS ne proscrit pas la chloroquine qui reste une molécule efficace pour traiter certaines maladies comme le paludisme.



**L'agence onusienne
donnera de nouvelles
orientations d'ici deux
semaines, le temps
d'analyser les
données disponibles**

Covid-19 : l'Algérie refuse de renoncer à la chloroquine

L'Algérie a décidé de maintenir l'utilisation l'hydroxychloroquine dans le traitement de la maladie à coronavirus (Covid-19), en dépit de la décision de l'OMS préconisant la suspension des essais cliniques de cette molécule.

« Nous avons traité des milliers de cas avec ce médicament avec beaucoup de succès à ce jour. Et nous n'avons pas noté de réactions indésirables », s'est justifié le Dr Mohamed Bekkat, membre du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19 et président du Conseil de l'ordre des médecins algériens. Et d'ajouter, « nous n'avons enregistré aucun décès lié à l'utilisation de la chloroquine ».

Le Dr Bekkat s'en est pris aussi à l'étude qui remet en cause l'efficacité de l'hydroxychloroquine et à partir de laquelle l'OMS a recommandé la suspension des essais cliniques par mesure de précaution.

Selon lui, cette étude « prête à confu-

sion », dans la mesure où elle « semble concerner des cas graves pour lesquels l'hydroxychloroquine n'est d'aucun secours ».

« Il y a lieu de constater que l'utilisation de la chloroquine par des pays arabes et africains s'est révélée efficace quand

elle est utilisée précocement », a-t-il soutenu.

Un des pays des pays les plus touchés en Afrique, l'Algérie enregistre près de 8 700 cas confirmés de Covid-19, et plus de 600 décès.



Covid-19 : l'OIT souligne que plus d'un jeune sur six se retrouve sans emploi

L'Organisation internationale du travail (OIT) a indiqué, dans un rapport concernant l'impact du Covid-19 sur le marché du travail et rendu public ce mercredi 27 mai, que plus d'un jeune sur six a cessé de travailler depuis le début de la pandémie, et ceux qui ont conservé leur emploi ont vu leur temps de travail diminuer de 23%.

Selon l'organisation, la pandémie a ruiné les perspectives d'emploi des jeunes, perturbé leurs études et leurs formations et s'est érigée comme un obstacle pour ceux qui sont à la recherche d'emploi.

Pour le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder, les jeunes seraient plus frappés par la pandémie que les autres catégories de la population.

« La crise économique due au COVID-19 frappe les jeunes – en particulier les femmes – plus durement et plus rapidement que les autres groupes de population », a-t-il déclaré, tout en appelant à des mesures d'urgences pour éviter le pire.

« Faute de prendre d'urgence des mesures énergiques pour améliorer leur situation, nous allons peut-être devoir assumer l'héritage du virus pendant des décennies. Si leurs talents et leur énergie sont mis à l'écart en raison de l'absence de possibilités d'emploi et de formation, c'est notre avenir à tous qui en pâtira et il sera beaucoup plus difficile de reconstruire une économie meilleure dans la période d'après COVID-19 », a interpellé Ryder.

L'OIT préconise l'adoption de réponses urgentes, à grande échelle et ciblées pour soutenir les jeunes. Ce qui peut consister, à titre d'exemple, à de vastes programmes de garanties d'emploi et de formation dans les pays développés, et de programmes à forte intensité d'emploi et de garanties d'emploi dans les économies à revenu faible ou intermédiaire.



« La crise économique due au COVID-19 frappe les jeunes, en particulier les femmes, plus durement et plus rapidement que les autres groupes de population »

Rwanda : modèle africain en matière de climat

Le Rwanda vient de déposer sa deuxième « contribution nationale déterminée » à l'Accord de Paris auprès de la Convention cadre des Nations unies sur le climat, prévoyant la réduction de 16 % de ses émissions de dioxyde de carbone (CO2) d'ici 2030.

Sa volonté affichée de participer activement à la lutte contre le dérèglement climatique fait de lui un des rares pays à avoir aligné leur action climatique sur les objectifs de l'Accord de Paris et le premier en Afrique.

L'accord de Paris, entré en vigueur le 4 novembre 2016, rassemble les nations autour d'une cause commune, celle de ne ménager aucun effort pour lutter contre le changement climatique et s'adapter à ses effets. Il engage tous les Etats qui l'ont ratifié (plus de 180 actuellement) à adapter leurs ambitions et capacités en matière de climat.

L'Accord a pour objectif principal de contenir la hausse moyenne des températures mondiales en dessous de 2°C, et la limiter autant que possible à 1,5°C.

La ratification de l'Accord de Paris est subordonnée au dépôt par chaque pays d'une « contribution déterminée au niveau national » (CDN) qui constitue la base de la participation de chacun. Les pays sont appelés à soumettre des plans climat actualisés, en vue de rendre compte des efforts entrepris.



Voir notre article sur le Rwanda dans le 6° numéro de OMA Newsletter, où nous abordons le modèle de croissance exemplaire de ce pays

Afrique du Sud : l'aéroport de Cape Town classé le meilleur en Afrique

L'aéroport sud-africain de Cape Town a remporté pour la 5^{ème} fois consécutive, le titre de meilleur aéroport d'Afrique, dans l'édition 2020 du classement des meilleurs aéroports au niveau mondial (World Airport Awards) dressé par « Skytrax », l'organisme britannique de notation et d'audit du transport aérien.

A l'échelle mondiale, Cape Town occupe la 23^{ème} place, tandis que la première place revient à l'aéroport Singapour Changour.

Sur le continent africain, l'Afrique du sud rafle le Top 5 avec trois aéroports, notamment les aéroports de Durban et de Johannesburg, en plus de Cape Town. Les deux autres places sont occupées respectivement par l'île Maurice et le Maroc.

« Skytrax » base son classement sur les votes des passagers du monde entier. L'enquête couvre plus de 500 aéroports appréciés selon leurs services, depuis l'arrivée des voyageurs sur les terminaux jusqu'à leur embarquement.



L'Afrique du Sud rafle le Top 5 en Afrique avec trois aéroports classés en premier

L'Algérie rappelle son ambassadeur en France après la diffusion de deux documentaires sur le Hirak

Alger a rappelé son ambassadeur à Paris pour consultations, après la diffusion de deux documentaires sur les chaînes françaises mardi 16 mai, portant sur le mouvement de contestation populaire.

« L'Algérie a décidé de rappeler im-

médiatement en consultation son ambassadeur en France », a fait savoir le ministère des Affaires étrangères algérien dans un communiqué publié mercredi.

« Le caractère récurrent de programmes diffusés par des chaînes de

télévision publiques françaises, dont les derniers en date sur France 5 et la Chaîne Parlementaire, le 26 mai 2020, en apparence spontanés et sous le prétexte de la liberté d'expression, sont en fait des attaques contre le peuple algérien et ses institutions », déplore le ministère.

D'après la diplomatie algérienne, « cet activisme où l'inimitié le dispute à la rancœur, dévoile les intentions malveillantes et durables de certains milieux qui ne souhaitent pas l'avènement de relations apaisées entre l'Algérie et la France, après 58 ans d'indépendance, et ce dans le respect mutuel et l'équilibre des intérêts qui ne sauraient faire l'objet de concession ou de marchandage ».

Le mouvement de contestation populaire en Algérie, qui a démarré en février 2019, a notamment conduit à la démission du président Abdelaziz Bouteflika qui a régné sur le pays pendant une vingtaine d'années.



CPI : Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé obtiennent un allègement de leurs conditions de mise en liberté

L'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo et son ancien ministre de la jeunesse Charles Blé Goudé pourront désormais quitter les pays où ils sont assignés à résidence pour d'autres horizons, suite à la décision prise jeudi par la Chambre d'appel de la Cour pénale internationale (CPI) d'alléger les conditions de leur mise en liberté.

Les deux hommes, acquittés en janvier 2019 d'accusations de crimes contre l'humanité et crimes de guerre, étaient soumis à des conditions, en attendant leur procès en appel, dont certaines viennent d'être révoquées.

Il s'agit des dispositions suivantes :

- Ne pas se déplacer en dehors des limites de la municipalité dans laquelle ils résident dans l'État d'accueil, à moins d'y avoir été expressément autorisés au préalable par la Cour
- Remettre au Greffe toutes les pièces d'identité dont ils disposent, en particulier leur passeport
- Se présenter chaque semaine auprès des autorités de l'État d'accueil ou auprès du

Greffe

- Se conformer à toute autre condition raisonnable imposée par l'État dans lequel ils seront libérés.

Laurent Gbagbo assignés en Belgique et Charles Blé Goudé aux Pays-Bas, pourront maintenant se rendre ou vivre, sous réserve d'avoir l'autorisation du pays d'accueil, dans l'un des 134 États ayant ratifié le Statut de Rome.

La Cour a rejeté la demande de liberté sans condition. Les **autres conditions de mise en liberté** « restent en vigueur ».

L'ancien chef d'État ivoirien, Laurent Gbagbo, 73 ans, était jugé pour des crimes commis pendant la crise post-électorale de 2010-2011 qui avaient provoqué la mort de plus de 3.000 personnes en cinq mois.

Avec son ancien ministre Charles Blé Goudé, ils étaient accusés de crimes contre l'humanité (meurtres, viols, persécutions et autres actes inhumains). Tous



les deux ont toujours plaidé non coupable.

Le 15 janvier 2019, ils ont été acquittés par la CPI « de toutes les charges de crimes contre l'humanité prétendument perpétrés en Côte d'Ivoire en 2010 et 2011 ».

Mais la procureure Fatou Bensouda avait introduit une requête en appel après la décision d'acquittement. Les audiences en appel ont lieu du 27 au 29 mai 2020, selon les dernières informations.



POINT DE VUE

Comment le Covid-19 va-t-il affecter le monde du travail ?

L'OMA vous propose de découvrir l'interview accordée à Lahcen Hammouch (site Le Mediateur) par le professeur Abdellatif Fekkak

Question 3



Question 3 : Au-delà de la question urgente sanitaire des pays, sans travail l'impact du chômage technique va se traduire par plus pauvreté et la délinquance urbaine, Quelles sont les catégories socio-professionnelles les plus vulnérables post-covid 19 ?

Les effets du virus sur la croissance utilisée pour les estimations de chômage ci-dessus suggèrent qu'il pourrait y avoir 10,8 millions de travailleurs pauvres de plus dans le monde que prévu à l'origine (estimé à 14 millions avant le COVID-

19). Dans le cadre des scénarios pessimiste, il y aurait 35, millions atteints par la pauvreté et le chômage en plus selon les estimations réalisées en 2020 avant le COVID-19. Les catégories socio-professionnelles les plus vulnérables

1/ Les seniors âgés de plus 50 ans ont le plus fort risque d'être touché par la crise du marché de l'emploi. Les travailleurs âgés peuvent aussi souffrir de fragilité économique

2/ Les travailleurs migrants sont vulnérables aux répercussions de la crise du COVID-19.

3/ Les jeunes, qui connaissent déjà un fort taux de chômage et de sous-emploi, sont plus vulnérables comme l'a montré la crise financière mondiale de 2007/98.

4/ Les femmes : L'OIT estime qu'à travers le monde 58,6 % des employées travaillent dans le secteur des services, contre 45,4 % des hommes.

5/ Les travailleurs indépendants : avec des précaires, risquent d'être frappés de manière disproportionnée par le post-virus puisqu'ils sont moins protégés par les mécanismes conventionnels de protection sociale et autres formes

de stabilisation des revenus.

Selon les statistiques de Jeremy Rifkin, qui a écrit deux excellents livres intitulés : "la fin du travail" en 1995' et l'autre " la fin du capitalisme", estimait depuis les années 2000, plus de 800 millions de chômage et de sans emplois dans le monde. Ce chiffre va vraisemblablement augmenter avec le stress de ce scénario du covid 19. Aujourd'hui, les secteurs (Agriculture, industrie et le tertiaire) subissent de mutations technologiques qui vont entraîner des millions de chômeurs sans l'espoir de trouver un emploi. Ce déclin mondial d'une société sans emplois est le prix à payer des nouvelles sociétés du numérique, de la modernisation et des technologies avancées. Face à ce situation désespérée et désespérante du chômage technologique, les nouvelles sociétés deviennent des sociétés à risque politique, religieux avec la montée de la violence, des agressions, de la criminalité des métropoles, la délinquance rurale, l'augmentation des SDF. Les survivants de la crise post-coronavirus risquent de tomber dans la contre-culture et des hors la loi.



POINT DE VUE

Les préalables pour une intégration africaine



*Pierre-Michel Nguimbi **
Ancien ambassadeur du Congo

Les africains gagneraient à revisiter le projet qui avait autrefois mobilisé la pensée des Pères de l'indépendance, les fondateurs de l'Unité Africaine, l'Ancêtre de notre Union Africaine.

Comme eux, ils devraient ressentir la nécessité, dans l'urgence, du rassemblement d'une Afrique plus sensible et proactive au mouvement d'accélération des échanges dans le monde, et de formation des grands espaces économiques.

Pour mieux tirer profit de ce phénomène depuis appelé mondialisation, le Groupe d'Expertise sur les Réformes Institutionnelles en Afrique (GERIA) invite l'élite intellectuelle, les gouvernants des organismes publics et privés ainsi que ceux de la société civile africaine à se retrouver, pour mettre leurs talents et leur bonne volonté au service de la construction de l'Afrique.

L'Afrique, ne peut rien donner qui vaille, dans la dispersion. Il s'agit là pour notre Continent, d'un problème de survie. Se mettre au top, ou disparaître, avalé par les plus forts. Et pour y arriver, l'unité et l'union sont indispensables. Les Romains disaient dans leur haute sagesse : « vae soli », malheur à celui qui est seul. Nous sommes en effet, entrés dans des temps où seuls les gros contingents l'emportent. Les petits contingents, faibles de ce fait, sont vite grugés.

L'Afrique ne réussira pas à relever les défis de demain, si elle ne se présente pas en rangs serrés pour construire enfin, de manière résolue, un avenir prospère, pacifique et radieux. Si nous nous retournons vers notre passé, et déjà vers notre présent, nous nous rendons compte qu'il est lourd le tribut que nous avons payé, et que nous continuons à payer à nos divisions suicidaires et à nos paradoxes comportementaux.

Ce sont : sur le plan économique, le sous-développement ; sur le plan des relations humaines, inter et extra-communautaires, les tensions et les conflits armés ; il y a ainsi urgence à réfléchir sur les différences culturelles toujours source de conflits ; sur le plan culturel et de l'éducation qui conditionne le développement et le progrès, l'absence d'espaces et d'institutions compétitifs où se forment les instruments de conquête de la nature, la nature de l'homme aussi bien.

Il va de soi que pour relever tant de défis, pour frapper avec plus d'optimisme aux portes du futur, il nous faut nous armer de ces vertus qui fondent les grandes Nations, et les civilisations brillantes : la puissance et la hauteur du rêve, et l'audace du poète Antique qui disaient : "je suis homme, et rien de ce qui est humain ne m'est étranger et ne me fait peur". Comme le poète, l'Afrique doit s'armer de vaillance et d'audace pour aller jusqu'aux limites du possible. Avec cela, un minimum d'éthique, de probité morale et intellectuelle sans lesquelles, nos appétits gloutons auront vite repris le dessus.

Le GERIA semble avoir pris la mesure des défis à relever, en participant à la mobilisation de plusieurs intellectuels autour des problématiques de l'heure et d'avenir pour l'Afrique. C'est aussi ici, que la femme africaine dont les mérites restent encore trop souvent sous-estimés, devrait trouver une place, une écoute et une expression à la hauteur de son l'intelligence, pertinence, justesse, sensibilité et pourquoi pas, de la noblesse de sa pensée et de ses choix étouffés.

Et puisqu'il est question de mettre en marche un processus d'intégration de tant d'Afriques culturelles différenciées, les historiens, les anthropologues, les sociologues, les politologues, les diplomates, les

spécialistes du numérique, de la psychologie sociale, bref, les spécialistes des sciences sociales et humaines sont invités à mettre à contribution leurs expertises et leurs expériences.

L'intégration de l'Afrique est impensable sans la garantie d'un soubassement culturel solide et la mise en perspective de l'héritage de son patrimoine spirituel. L'Afrique ne se bâtira pas sans émerveillement, sans sensibilité, réactivité ni redevabilité, sans passion pour le travail fondateur, sans unité ni fraternité, sans justice ni vertus, sans ouverture à la pensée, à la recherche, à l'histoire, aux sciences et technologies.



- **GOVERNANCE INSTITUTIONNELLE**
INSTITUTIONAL GOVERNANCE
- **DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ET INTÉGRAL**
TERRITORIAL AND INTEGRAL DEVELOPMENT
- **PROCESSUS DE CHANGEMENT SYSTÉMIQUE ET MENTAL**
PROCESS OF MENTAL AND SYSTEMIC CHANGE

**L'Ambassadeur Nguimbi est également Président Exécutif du GERIA, Groupe d'expertise sur les réformes institutionnelles en Afrique. Il est par ailleurs le Président de l'OMA Congo-Brazzaville en cours de constitution.*

Edito (suite) par Dr Najib Kettani

Covid-19 & OMS ; Un cafouillage aux conséquences désastreuses pour l'Afrique et le monde... !

Celui-ci prescrit de la chloroquine à ses malades depuis le début de l'épidémie selon un protocole thérapeutique repris par le Maroc dès le début de la pandémie .

Autorisée initialement par un décret du 26 mars 2020, pour les cas les plus graves de coronavirus en France, l'hydroxy chloroquine ne peut désormais plus être prescrite dans cette indication, selon un décret publié le 27 mai 2020 en France, signé par le ministre français de la santé sur la base d'une étude publiée quelques jours plus tôt par « The Lancet » et sur l'avis négatif rendu par le Haut Conseil de la Santé Publique le 24 mai.

Opposé à cette décision, l'infectiologue français a riposté en publiant une étude menée dans son service et affirme dans une interview « qu'un diagnostic précoce, un isolement précoce et un traitement précoce avec au moins 3 jours de l'association HCQ-AZ se traduisent par des résultats cliniques et une contagiosité significativement meilleure chez les patients atteints de COVID-19 que les autres traitements » et maintient que « la prise de l'association (HCQ-AZ) a diminué le risque de transfert vers l'unité de soins intensifs ou de décès et celui d'hospitalisation... »

Cette polémique franco-française s'ajoute à celle créée par l'OMS qui a annoncé la suspension « temporaire » des essais cliniques de l'hydroxy chloroquine menés avec ses partenaires dans plusieurs pays. Cette décision surprenante fait suite justement à l'étude du « The Lancet » jugeant « inefficace », voire néfaste, le recours à la chloroquine ou à ses dérivés contre le Covid-19. L'étude du « The Lancet » a été décriée par ailleurs par de nombreux spécialistes et considérée par d'autres comme une escroquerie intellectuelle.

S'il ne nous appartient pas de critiquer la décision critiquable des autorités françaises, d'interdire l'utilisation chez leurs malades de l'association HCQ-AZ, par contre, en tant que spécialiste des médicaments, nous émettons des réserves quant à la décision de l'OMS de « suspendre ces essais cliniques ». *Ce sont justement des essais cliniques qui prouveront l'approche scientifique de l'association (HCQ-AZ) et des résultats qui en découleront* . On sait que le Maroc avait été le précurseur dans la mise en place du protocole

thérapeutique associant (HCQ-AZ), et malgré les nombreuses polémiques sur l'efficacité de l'hydroxy chloroquine dans le traitement du Covid-19, le Maroc, contrairement à d'autres pays, maintient pour l'heure son traitement.

Cette décision, que nous saluons, prise en toute souveraineté, exprimée par la voix de son ministre de la Santé, qui a souligné ce mercredi 27 mai que les patients guérissent lorsqu'ils utilisent la chloroquine dès les premières phases de la maladie, relevant que « le nombre des décès au Royaume est parmi les plus faibles au monde et c'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas remettre en question l'efficacité de ce médicament ».

Autre fait intrigant ; Pourquoi l'OMS n'a jamais exigé de tests cliniques et n'a jamais émis des mises en garde contre l'utilisation des dérivés de la quinine pour le traitement du paludisme, alors que des centaines de millions de personnes de par le monde ont été traités par la chloroquine et l'hydroxy chloroquine et continuent à en prendre pour traiter cette pathologie dans les zones touchées par ce fléau ?

Sur un autre volet, par la voix du Dr Matshidiso Moeti actuelle directrice régionale du bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, n'a-t-elle pas découragé et mis en garde les dirigeants africains contre la tentation de promouvoir sans tests scientifiques le Covid-Organics (CVO) ?

Une décoction à base de plantes qui serait composée à 62% d'*Artemisia annua*, armoise annuelle. Selon le gouvernement de Madagascar, ce sont les travaux de l'Institut malgache de recherches appliquées (IMRA) qui ont abouti à l'élaboration du CVO présentée par le Président Andry Rajoelina comme remède préventif et curatif contre le Covid-19 ?

Les gouvernements (africains) se seraient engagés en 2000 (...) a souligné le Dr Matshidiso Moeti à traiter les remèdes traditionnels comme les autres médicaments en les soumettant à des essais", et de recommander que "ces résolutions (...) soient suivies" Cette mise en garde a été faite par ce fonctionnaire de l'OMS lors d'un échange avec la presse, précise la chaîne française TV5 monde. Cette sortie de la fonctionnaire de l'OMS intervient alors que Madagascar a livré sa prépara-

tion dans différents pays du continent. Il est surprenant, incongru, grossier, indécemment et choquant qu'une fonctionnaire, fut-elle celle de l'OMS, adresse une mise en garde aux dirigeants africains contre, ce qu'elle appelle « la tentation de promouvoir » sans tests scientifiques le Covid-Organics ». Voilà une fonctionnaire qui lance aux dirigeants africains des menaces... ! Une première dans les annales de cette organisation

Nous ne sommes nullement contre les essais cliniques qui peuvent démontrer ou non l'efficacité des protocoles thérapeutiques mis en place ou des remèdes traditionnels africains, et aucun spécialiste africain ne dira le contraire

Mais devant le danger qui guette la population mondiale et surtout africaine démunie face à cette pandémie, doit-on attendre, pour sauver des vies humaines, que les tests cliniques prouvent l'efficacité empirique de certaines molécules comme c'est le cas pour l'hydroxy chloroquine ou la potion d'*Artemisia annua* formulé, conçu et mis au point par un institut célèbre, l'Institut malgache de recherches appliquées (IMRA) ?

Aucune personne censée ne pourra défendre cette exigence formelle de l'OMS de faire des tests cliniques d'abord pour s'assurer que les dites médications sont bien efficaces contre la Covid-19, alors que cette même OMS nous prédit des morts par centaines de millions en Afrique surtout à un moment où il n'y a pas de remède de substitution disponible.

L'OMS va être confrontée, suite à la décision du président Trump, à une période de vaches maigres qui va impacter sérieusement le budget de l'OMS et aura de graves répercussions sur la santé mondiale. Cette nouvelle donne pour l'OMS, ne doit pas être compensée par un mécénat "sauvage" provenant de Big Pharma ou sous couvert de fondations aux orientations douteuses qui risquent de conduire, influencer, interférer et dicter les priorités et les actions que l'OMS doit prendre et qui peuvent aller à l'encontre de l'intérêt de la santé du citoyen du monde. Il en va de la crédibilité de cet organisme. Nous espérons que le staff actuel saura tirer les conclusions qui s'imposent et rectifier le tir pour éviter l'implosion de l'OMS

VIENT DE PARAITRE



Pr Mohamed Harakat

« **La gouvernance des finances publiques en Afrique** » est un ouvrage rédigé sous la direction du Pr Mohamed Harakat, professeur d'économie et de gouvernance à l'Université Mohamed V - Rabat (Maroc).

« Ce livre permet, grâce à un état des lieux des expériences et des modèles de gouvernance des systèmes de contrôle des finances publiques, à l'échelon mondial et africain, et des multiples réformes qui favorisent l'instauration de normes, méthodes et standards de contrôle, de définir les modalités de fonctionnement et les missions des Institutions supérieures de contrôle ainsi que les contraintes auxquelles elles se heurtent ». Extrait de la présentation du livre.



Organisation Maroc Afrika Cultures et Développement -Bureau exécutif-

Président

Dr Najib KETTANI

Vice-présidents

Professeur Hassan OUZZANI
CHAHDI

Professeur Mohamed HARAKAT

Professeur Sabhallah EL RHAZI

Professeur Abdelilah EL
MANSSOURI

Professeur Hassan ESSMILI

Secrétaire général

Dr Farid FERHAT

Secrétaires adjoints

Said RAIHANI

Maitre Zineb TIJANI

Mohammed RACHAD

Aboukacem CHEBRI

Trésorier

Mohamed ABOUELKACIM

Trésoriers adjoints

Aicha TALEKI

Conseillers

Amal LEGOUITA

Selma BELGAZZAR

Fouad EL YAJIZI

Abdelaziz MOUDDENE



OMA, l'ONG à vocation intercontinentale pour le développement des échanges culturels, la valorisation des potentialités humaines, la promotion et la consolidation de l'intégration interafricaine.

Outre le Maroc, l'OMA un enracinement profond en Afrique :

- **Afrique de l'Ouest** : Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée Bissau, Mali, Sénégal

- **Afrique Centrale** : Bureau du Cameroun et CEEAC (Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale) coiffant l'Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale, la République Démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, Tchad.

